



UNITED NATIONS ASSOCIATION
of the United States of America
A PROGRAM OF THE UNITED NATIONS FOUNDATION

Simulation

ONU mise en scène 2015

Le genre et les sciences

Exercice de « l'ONU mise en scène » pour les dirigeants du monde de demain, créé par le projet Global Classrooms de l'Association des États-Unis pour les Nations Unies et parrainé par le Département d'État des États-Unis.



UNITED NATIONS ASSOCIATION
of the United States of America
A PROGRAM OF THE UNITED NATIONS FOUNDATION

Projet *Global Classrooms* de l'UNA-USA – Mini-simulation

Sujet : Le genre et les sciences

Comité : UNESCO

Introduction

Les inégalités entre les sexes dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) sont gravées dans l'histoire de nombreuses sociétés depuis l'aube de la civilisation. Si des femmes en nombres toujours plus grands ont obtenu accès à l'éducation et vu leurs options de carrière s'élargir, il subsiste néanmoins un stigmate à l'égard de celles qui s'orientent vers les STEM, issu de la répartition traditionnelle des rôles entre les sexes. Il subsiste de même des stéréotypes relatifs aux compétences des femmes. Il incombe donc à l'UNESCO, conformément à sa priorité clairement énoncée de promotion de l'égalité hommes-femmes, d'inverser l'exclusion des femmes des STEM dans les pays développés tout en s'efforçant d'inculquer les valeurs d'égalité dans les marchés en développement.

Étape n° 1 – Définition du contexte

L'accès à la technologie et à l'information s'accroît constamment et les STEM sont de plus en plus appréciées. Sous l'effet d'attraction des sommes investies dans les start-ups, qui se chiffrent en milliards de dollars, les étudiants se ruent vers ces disciplines, les hommes représentant une part importante de ces secteurs. Aucune région du monde n'atteint une représentation moyenne des femmes dans la recherche de 50 %, ce qui reflète bien la croyance commune que les professions relevant des domaines des STEM sont essentiellement de nature masculine et cela contribue donc à l'écart hommes-femmes en termes de stabilité financière et d'accès à l'éducation dans le monde actuel. Cela dit, la communauté internationale est également mieux équipée aujourd'hui que jamais auparavant pour résoudre ce problème. L'arrivée en ligne de nombreux pays moins développés est porteuse d'une parfaite opportunité d'inscrire l'égalité des sexes dans les bases-mêmes de ces disciplines à mesure qu'elles se développent. Si l'UNESCO agit rapidement et avec efficacité, l'égalité hommes-femmes peut devenir un principe central de la recherche en STEM dans certains des marchés en développement les plus importants du monde.

L'ONU devrait-elle :

- A. Encourager l'ensemble des pays à formuler des politiques nationales visant à inverser l'inégalité entre les sexes dans les STEM ?
- B. Élaborer une convention ou un accord international portant sur les questions relatives à l'inégalité des sexes dans les sciences et prendre des mesures directes pour la combattre ?
- C. Permettre aux pays de formuler leurs propres politiques nationales pour faire face à la question et pour qu'ils puissent être évalués en fonction de quotas internationaux normalisés pour les femmes exerçant des professions dans les domaines des STEM ?

Étape n° 2 – Présentation des pays et des sujets

Il n'existe pas pour cette étape de texte spécifique ayant trait au sujet concerné, uniquement les ressources ci-après, à faire figurer en pièces jointes ou sous forme de liens.

Ressources :

1. Bulletin d'information de l'UNESCO (document indépendant : informations de base)
2. Informations de base sur l'égalité des sexes et les sciences (document indépendant : informations de base)
3. Priorités à discuter (document indépendant : informations de base)

Étape n° 3 – Exposés de pays

Il n'existe pas pour cette étape de texte spécifique ayant trait au sujet concerné ; il suffira de modifier le nom du sujet dans les instructions.

Exemple : **Si le plan du cours est divisé en deux séances, terminer la première séance après les exposés de pays pour donner aux apprenant(e)s le temps de réfléchir aux informations présentées sur **les sciences et l'égalité des sexes** et à l'attitude de leur pays sur la question.*

Étape n° 4 – 1^{ère} séance de coalition

Exemples pour guider la discussion :

- De quels lois et programmes de lutte contre la discrimination votre pays dispose-t-il ?
- Quels sont les partenariats établis par votre pays avec le secteur privé pour promouvoir l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi ?
- Votre pays a-t-il des réserves sur l'entrée des femmes dans la main-d'œuvre, en particulier lorsqu'il s'agit de travailler avec des hommes ? Comment votre pays se propose-t-il d'y remédier ?
- Comment l'ONU peut-elle lutter contre les facteurs sociaux et culturels qui dissuadent les jeunes femmes de faire des études en sciences ?
- Comment votre pays s'assure-t-il que les femmes aient un rôle actif pour influencer ce secteur en accédant à des postes de direction et de recherche de haut niveau ?

Étape n° 5 – Discussion de groupe

Exemples pour guider la discussion :

- Que peut faire l'ONU pour augmenter la proportion de scientifiques femmes ?
- Comment les politiques de votre pays peuvent-elles être adaptées aux pays moins développés ?
- Hormis les États membres, à quels autres acteurs peut-on faire appel pour établir un partenariat visant à atteindre les femmes dans les sciences et à avoir une incidence sur le monde entier ?

- Comment l'UNESCO peut-elle s'assurer que les femmes ne seront pas directement réorientées vers l'enseignement ou vers des carrières dans les sciences de la vie ou la médecine ?

Étape n° 6 – 2^{ème} séance de coalition

Exemples de résolutions :

- Prendre acte des réalisations des femmes en sciences et les faire connaître, afin de créer des modèles de rôle pour les étudiantes.
- Tirer parti des opportunités offertes aux femmes d'entrer dans les secteurs scientifiques dans les pays où les femmes sont particulièrement peu présentes dans ces secteurs.
- Former les enseignants à combattre activement les stéréotypes négatifs relatifs aux capacités des femmes et encourager les étudiantes à chercher à faire carrière dans les domaines des sciences.
- Engager de manière active les femmes au niveau universitaire en leur apportant des appuis et en créant des postes responsables de veiller à la représentation des femmes au sein du corps enseignant et des étudiants.
- Offrir des subventions à la recherche et des prix d'excellence réservés aux femmes pour encourager l'augmentation de leur représentation aux échelons supérieurs de la communauté scientifique.

Étape n° 7 – Présentation des résolutions

Il n'existe pas pour cette étape de texte spécifique ayant trait au sujet concerné.

Étape n° 8 – Vote

Il n'existe pas pour cette étape de texte spécifique ayant trait au sujet concerné.

Autres ressources :

Informations de base sur les pays (*document indépendant : Informations de base sur les pays*)
Affichettes (*document indépendant : Affichettes*)

Mini-simulation sur les sciences et l'égalité des sexes : informations de base

Organisme des Nations Unies concerné : *l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture*

Faits :

- L'UNESCO existe sous divers noms et avec des mandats légèrement différents depuis 1922, date de la création de la Ligue des Nations, bien que l'acte constitutif de l'UNESCO moderne n'ait été ratifié qu'en 1946.
- L'UNESCO se compose de 195 États membres et de neuf membres associés, ces derniers représentant des sous-régions importantes ou semi-autonomes d'États existants. Le Liechtenstein est le seul État membre des Nations Unies qui n'est pas représenté, et trois États non-membres (Nioué, les Îles Cook et la Palestine) ont le droit de vote. Le statut d'observateur a été accordé au Saint-Siège ainsi qu'à plusieurs organisations multinationales et blocs régionaux.
- Le mandat de l'UNESCO s'organise autour de « l'édification de la paix, [de] l'élimination de la pauvreté, [du] développement durable et [du] dialogue interculturel par l'éducation, les sciences, la culture, la communication et l'information ». Il retient deux domaines d'actions comme constituant à l'heure actuelle des priorités internationales : l'Afrique et l'égalité entre les sexes.
- L'UNESCO a appliqué de nombreuses politiques proactives en matière de droits de l'homme. Ses programmes comprennent notamment le financement de journaux non censurés en Serbie, la remise de prix et de récompenses à des journalistes emprisonnés et le développement d'une infrastructure et de politiques pour la liberté d'expression dans les pays moins développés.
- Le Programme du patrimoine mondial, l'une des initiatives les plus médiatisées de l'UNESCO, aide les pays qui n'en ont pas les moyens financiers à protéger leur histoire culturelle. Il fait de la publicité pour ces sites auprès des touristes ainsi que du secteur privé, rappelle qu'ils méritent d'être préservés et fournit son aide au processus de préservation.

Informations de base sur les sciences et l'égalité des sexes :

- Selon le bulletin d'information de l'UNESCO, aucune région du monde n'a pu maintenir dans le domaine de la recherche une représentation moyenne des femmes supérieure ou égale à 50 %.
- Les pays développés font également face à la problématique de l'inversion des tendances actuelles d'exclusion sur le lieu de travail et à l'école. Si les femmes ont le droit d'exercer des activités dans le domaine scientifique, nombre d'entre elles pensent que les cultures de réification ou d'inégalité leur font sentir qu'elles sont de trop.
- Il est important de reconnaître que ce problème, bien que ses effets les plus notoires se manifestent au niveau du lieu de travail, trouve sa source à l'école primaire et dans une éducation sexiste.
- La technologie joue un rôle considérable dans l'intégration des femmes dans les sciences, dans la mesure où les pays qui arrivent à peine en ligne se voient offrir l'opportunité d'inclure des hommes et des femmes sur un pied d'égalité dans les bases de leurs programmes d'informatique.

- Même dans des régions où les femmes sont fortement impliquées dans les sciences, comme au Myanmar, où elles constituent la majorité des titulaires de diplômes en STEM, leur rôle dans le secteur se cantonne souvent à des postes d'enseignantes.
- Il convient également de prendre acte du fait que la participation aux STEM ne se fait pas sur un pied d'égalité, mais sur une base hiérarchique. Dans les pays où la représentation des deux sexes est relativement égale, la majorité des start-ups fortement financées sont dominées par des hommes, tout comme les postes de haute direction.
- L'UNESCO fait actuellement équipe avec L'Oréal avec laquelle il lance des programmes d'appui aux femmes pour développer des carrières dans le domaine de la recherche, apporter publicité et reconnaissance aux femmes dans le domaine des STEM, et proposer des bourses régionales ciblées sur des régions comme le Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne où elles sont particulièrement sous-représentées.
- Pour bien appréhender l'ensemble des facteurs en jeu, il est important de placer la question des sexes et des sciences dans le contexte des questions générale d'inégalité, en se rappelant notamment que 60 % des pays du monde n'ont pas l'égalité d'accès des sexes à l'éducation primaire et secondaire.
- Il existe également des disparités entre les sexes au sein des STEM. Les sciences de la vie et de l'environnement ainsi que la médecine ont une représentation globalement forte des femmes dans l'ensemble de la communauté internationale, tandis que l'ingénierie et l'informatique restent largement dominées par les hommes ; ceci constitue un fait essentiel dont il faut prendre acte si l'on entend orienter les efforts et les ressources de l'UNESCO là où les besoins sont les plus grands.
- Les sociétés commerciales ont commencé à traiter le problème de l'inégalité entre les sexes dans les STEM indépendamment des acteurs nationaux et internationaux. C'est ainsi que Google a lancé une campagne pour recruter des jeunes femmes intéressées par le codage en offrant l'impression gratuite en 3D de bracelets dessinés par des filles à l'aide de techniques de codage simples.
- Il est souvent dit que les femmes qui acquièrent une éducation et une formation en STEM ont moins confiance en elles que leurs homologues masculins, ce qui pourrait contribuer à l'écart important entre les sexes au niveau des postes de haute direction.
- Certaines des raisons pour lesquelles les femmes ont du mal à faire carrière en sciences et à atteindre le haut niveau d'éducation requis pour prétendre à l'emploi dans le domaine de la recherche tiennent aux inégalités d'ordre général présentes dans le monde entier. Les filles courent par exemple le risque de se marier à un âge précoce ou de tomber enceintes alors qu'elles sont encore adolescentes.
- Par ailleurs, les femmes sont exclues des STEM en raison de stéréotypes négatifs quant à leur intellect et à leurs capacités. L'hypothèse couramment admise selon laquelle il est normal qu'un secteur dominé par les hommes dissuade les femmes d'envisager d'y faire carrière.
- L'UNESCO a commencé à lutter contre les effets des stéréotypes négatifs avec la création d'un module de formation destiné aux écoles africaines. Le cursus est conçu pour motiver les femmes et les encourager à s'orienter vers des carrières scientifiques ; il forme les enseignants à reconnaître les stéréotypes négatifs relatifs aux femmes en sciences et à s'y opposer activement.
- Les femmes qui exercent des activités dans ces domaines font face aux problèmes d'inégalité des salaires et de discrimination sexuelle au moment des promotions.
- Les stéréotypes sur le rôle de la femme en tant que mère de famille et ménagère font qu'il est moins acceptable socialement pour elles de se concentrer sur leur carrière.

- Des chercheurs néerlandais ont publié une étude qui montre que les demandes de subvention présentées par des femmes sont souvent jugées plus sévèrement que celles des hommes, ce qui peut expliquer en partie le manque de femmes dans la recherche par rapport aux fonctions salariées.
- De nombreux pays font état de difficultés pour motiver les filles à être sources de changement dans leurs propres cultures scientifiques en raison du manque de modèles dans ce domaine.
- Nombre d'entre eux reconnaissent que les femmes constituent une ressource inexploitée de capital humain et de croissance économique mais doivent contourner les normes religieuses et sociales en place qui sont trop dangereuses à enfreindre et qui vont souvent à l'encontre des femmes qui assument un rôle actif dans la force de travail. Ils doivent donc réfléchir aux manières de concilier religion et besoin de participation des femmes à la main-d'œuvre.
- Dans de nombreux pays, les communautés de soutien auxquelles les femmes scientifiques peuvent participer font défaut. Ces pays ne sont pas rares, en Amérique latine notamment, à ne pas disposer d'une société scientifique féminine qui pourrait être essentielle pour créer des relations entre modèles et de mentorat pour d'autres femmes entrant dans ce domaine, et pour appuyer le parcours de carrière des femmes scientifiques déjà en activité.

Priorités à discuter :

- Appuyer les femmes et les encourager à s'orienter vers des emplois dans la recherche et le développement plutôt que dans l'enseignement.
- Élaborer des politiques qui concilient les pratiques religieuses et culturelles strictes et la nécessité d'associer les femmes au travail dans les domaines scientifiques.
- Faciliter la création de groupes professionnels de femmes en sciences pour qu'elles se soutiennent mutuellement et d'une culture de la coopération.
- Inverser les effets du conditionnement scolaire qui fait croire aux filles qu'elles ne peuvent pas ou ne doivent pas chercher à faire carrière en sciences.
- Combattre les stéréotypes culturels dont sont victimes les femmes, qui créent des environnements inamicaux sur le lieu de travail et les empêchent d'atteindre des postes de direction.



Mini-simulation sur les sciences et l'égalité des sexes : Informations de base sur les pays

Allemagne

- L'Allemagne a vu le nombre de femmes qui travaillent dans les STEM augmenter ces dernières années, mais continue de faire face à des situations où elles sont nombreuses dans l'enseignement ou à des postes de début plutôt qu'à des postes de direction supérieure ou dans la recherche.
- L'État allemand a répondu à la question en organisant des séminaires visant à encourager et à responsabiliser les femmes qui sont déjà actives dans ce domaine pour faire avancer leur carrière.
- Le programme a apporté aux femmes une formation spécialisée pour les entretiens, les demandes d'emploi et la rédaction de demandes de subvention. Il les a également encouragées à établir des relations de réseau entre elles et à devenir actrices d'une communauté plus dynamique de femmes scientifiques.
- L'État a commencé à rechercher des manières de modifier le programme et de l'étendre au reste du pays.

Arabie saoudite

- En Arabie saoudite, l'éducation, qui n'est pas mixte, s'améliore actuellement grâce à de nouvelles lois ; par le passé, la qualité de l'enseignement était inégale dans le domaine des sciences.
- De nouveaux campus universitaires pour femmes sont créés et les étudiantes ont désormais accès aux plus grands chercheurs, même masculins, par télévision en circuit fermé.
- Cela dit, il est toujours complexe de concilier les avancées professionnelles et les pratiques religieuses. Les femmes ne peuvent travailler que dans des lieux jugés acceptables par l'État et doivent être accompagnées par un tuteur masculin.
- L'État essaie actuellement d'engager les femmes dans la population active et les sciences en créant des projets industriels et de recherche financés par les pouvoirs publics et employant des personnels exclusivement féminins, évitant ainsi le besoin de tutelle masculine pour les superviser.
- L'Arabie saoudite a également établi des partenariats avec le secteur privé pour créer des bourses postdoctorales pour les femmes dans les sciences, surtout pour les ingénieurs pétroliers.
- Les femmes qui travaillent en tant qu'indépendantes sont également limitées par l'interdiction de conduire et de circuler dans les rues non accompagnées. Il leur est difficile de collaborer avec d'autres grands chercheurs en raison des sensibilités culturelles qui s'opposent à ce que les femmes s'entretiennent avec des hommes qui ne sont pas membres de leur famille.
- L'un des facteurs qui a ouvert la porte aux femmes dans la médecine et les technologies est la nécessité d'établissements hospitaliers spécialisés dans le traitement du cancer du sein où des femmes médecins examinent les patientes.
- L'Arabie saoudite est donc un exemple d'un pays qui contourne les pratiques religieuses importantes pour faire progresser les femmes dans les sciences. L'État s'intéresse à la possibilité d'encourager activement les femmes à contribuer au capital humain du pays, tant que leur participation respecte les lois sociales et religieuses en vigueur.



Brésil

- Au Brésil,

moins de 40 % des personnes qui font carrière dans les sciences et la technologie sont des femmes, même à des postes de débutant.

- La formalité des procédures en recherche et développement fait qu'il est difficile pour les femmes de trouver l'équilibre nécessaire entre vie professionnelle et vie personnelle, de sorte que beaucoup de celles qui se lancent dans ces domaines donnent la préférence à des postes d'enseignantes plutôt qu'à la recherche.
- Les femmes indiquent que même si l'accès à l'éducation est élevé, la mentalité souvent persistante sur le lieu de travail les fait se sentir de trop dans les domaines scientifiques et technologiques.
- Le Brésil occupe une position unique dans le sens où un grand nombre de femmes veulent y obtenir des diplômes en mathématiques et en ingénierie, mais où rares sont celles qui finissent par exercer effectivement leur profession.
- L'État brésilien étudie actuellement ces faits et recherche des manières d'améliorer ses stratégies nationales en faveur de l'égalité entre les sexes dans les domaines des sciences et de la technologie.

Chine

- L'État chinois tente activement d'augmenter le nombre de femmes représentées dans les sciences.
- Il a récemment adopté le Plan en faveur de la femme, qui, sur dix ans, vise à faire passer leur représentation à 35 %.
- Les femmes restant limitées par les devoirs familiaux et les attentes sociales, il est difficile pour elles de prétendre à des postes dans la recherche.
- La Chine a accueilli l'Atelier international sur les femmes dans les carrières scientifiques qui entend étudier les raisons culturelles pour lesquelles les femmes sont souvent exclues des domaines scientifiques malgré une législation progressiste.
- Les femmes continuent de faire face en Chine à des difficultés en matière d'éducation dans les communautés rurales, ce qui signifie que la plupart de celles qui sont représentées dans les domaines scientifiques sont issues de la haute société et des zones urbaines.

Costa Rica

- Des études ont montré qu'en Amérique latine, dans le domaine des sciences, les femmes manifestent peu de solidarité entre elles et ne s'identifient pas à un groupe ou syndicat.
- Au Costa Rica, les femmes font preuve d'encore plus de discrimination que les hommes à l'encontre de leurs consœurs à la recherche d'un emploi.
- Il existe également un contraste flagrant entre les femmes des milieux ruraux et celles des milieux urbains, ces derniers leur offrant souvent un accès à une éducation de meilleure qualité et à de meilleures opportunités de carrière dans les sciences.
- Les femmes qui quittent les zones rurales pour les zones urbaines commencent souvent à rechercher une égalité d'accès à l'éducation par leurs propres moyens.
- Au Costa Rica, les femmes s'adaptent à l'augmentation des libertés de genre et les recherchent ; elles se marient aujourd'hui plus tard pour privilégier l'éducation par rapport à leur rôle de mère, en estimant que vivre seule constitue un mode de vie socialement acceptable.
- Cela laisse donc entendre que la sous-représentation des femmes est due en grande partie à un manque d'appui plutôt qu'à un manque d'intérêt ou de motivation.



- Le Costa Rica a récemment

entrepris plusieurs initiatives pour s'assurer que ses politiques proactives entrent pleinement en vigueur au lieu de rester lettre morte.

Égypte

- En Égypte, les femmes représentent presque la moitié des étudiants de niveau universitaire et, en moyenne, environ 30 % des enseignants des STEM.
- Pour le corps professoral, les chiffres augmentent fortement en médecine et dans les sciences de la vie, avec une représentation de plus de 55 % en pharmacie et de 100 % pour les études d'infirmierie.
- Cependant, les femmes n'occupent que 2 % des postes supérieurs, notamment au niveau des postes titularisés.

- Le ministre de l'Enseignement supérieur a récemment adopté des réformes discriminatoires à l'encontre des femmes, notamment en réattribuant activement des ressources aux enseignants masculins.
- Les universités ne comptent qu'une poignée de doyennes, et bien que les femmes aient une représentation quasi égale dans les domaines scientifiques en dehors de l'enseignement, très peu d'entre elles exercent un pouvoir décisionnel.
- Si l'Égypte a, en général, une bonne représentation, elle a pourtant commencé à mettre en œuvre des politiques qui reviennent sur les progrès accomplis et elle continue d'exclure les femmes des positions de pouvoir dans le domaine.

États-Unis d'Amérique

- Les États-Unis travaillent proactivement à l'augmentation du nombre de femmes qui s'engagent dans les domaines scientifiques en impliquant et en mobilisant les universités, les employeurs et les organisations non gouvernementales.
- Les stéréotypes sociaux contribuant à des salaires inférieurs, des espaces de travail plus réduits et un accès plus limité aux subventions à la recherche pour les femmes restent courants dans le pays.
- L'État a activement fait don d'argent à des organisations telles que l'Institutional Transformation Award, qui prend acte de la présence des femmes dans les sciences et alloue des subventions aux contributions scientifiques de celles-ci qui ne sont pas appréciées à leur juste valeur.
- Il existe également aux États-Unis de nombreuses associations communautaires parmi les femmes scientifiques. L'American Association of University Women en est un exemple clé.
- L'État dispose aussi d'une National Science Foundation, qui a reçu la permission et le financement nécessaires pour encourager l'égalité hommes-femmes dans les sciences par des initiatives telles que le programme ADVANCE (pour intensifier la participation et l'avancée des femmes dans les sciences et les carrières universitaires), afin de soutenir les femmes qui se lancent dans les STEM et de reconnaître leurs contributions.
- Les États-Unis ont également adopté la Loi de 1980 sur l'égalité des chances dans les sciences et en technologie, qui a permis à des organisations publiques telles que la National Science Foundation de créer des programmes qui ciblent activement les femmes et qui sont réservés à des groupes habituellement en sous-représentation dans ce domaine.



Grèce

- La Grèce souffre d'un immense écart hommes-femmes dans les sciences. Dans le domaine de l'astronomie par exemple, seuls 16 % des professionnels sont des femmes.
 - En Grèce, les horaires de travail sont particulièrement rigides ; les possibilités de travailler à temps partiel ou en dehors des heures normales sont rares. En revanche, le congé maternité est fréquent et les possibilités d'aller voir les enfants à l'école et de s'occuper des enfants handicapés sont garanties.
 - Les crèches sont onéreuses et généralement non subventionnées. Les crèches aménagées sur le lieu de travail restent peu appréciées.
 - Les horaires généralement acceptés pour les études et le travail sont souvent en décalage et donc incompatibles, ce qui fait qu'il est difficile d'avoir un emploi à plein temps et du temps libre entre le début et la fin de la journée scolaire.
-
- La Grèce est un excellent exemple de la manière dont les facteurs sociaux et la dynamique du statu quo maintiennent un large écart hommes-femmes malgré des politiques proactives visant à soutenir les femmes et les parents qui travaillent.

Inde

- L'Organisation indienne pour la recherche spatiale (ISRO) a récemment bénéficié d'une importante publicité pour sa mission vers Mars, menée et réalisée par des femmes. Il ne s'agit pas là d'une exception pour l'organisation, de nombreux autres projets ayant été dirigés par des femmes.
- Bien que les femmes soient actives dans les domaines scientifiques, les médias prennent rarement acte de leurs réalisations.
- En Inde, les femmes qui prétendent à une éducation supérieure dans les sciences font face aux défis des attentes sociétales et sont souvent méprisées pour avoir manqué à leurs devoirs envers leur foyer et leur mari.
- Bien qu'elles aient accès à l'éducation et aux STEM, les femmes restent fortement sous-représentées.
- L'Inde est unique en ce que même sur les lieux de travail où les femmes sont sous-représentées (seulement 20 % de femmes à l'ISRO, 10 % d'ingénieurs), elles se retrouvent tout de même à la tête de projets et dirigent de manière indépendante certains d'entre eux jugés importants.

Italie

- L'Italie ne dispose pas de politiques ou de stratégies nationales en place pour faire participer les femmes aux sciences et à la recherche scientifique, ce qui a attiré l'attention sur le pays.
- Il est de même rare que le pays accorde ne serait-ce qu'un petit appui direct aux initiatives indépendantes visant à soutenir les femmes dans les sciences.
- Les inscriptions universitaires augmentent dans les domaines scientifiques, mais beaucoup plus rapidement pour les hommes que pour les femmes, qui représentent moins d'un tiers des nouvelles inscriptions pour les programmes scientifiques.
- En Italie, quand elles participent aux domaines scientifiques, les femmes continuent de préférer la médecine et les sciences de la vie plutôt que l'ingénierie et la technologie.
- L'Italie a connu une croissance progressive de la représentation des femmes dans les domaines des STEM.



Japon

- Au Japon, le nombre de femmes chercheurs a augmenté, encore que très lentement.
- Les femmes ne représentent toujours que 11,6 % des chercheurs au Japon, ce qui est faible par rapport aux normes internationales.
- Cette statistique est particulièrement étonnante dans la mesure où l'ensemble du pays se concentre sur la recherche et le développement, qui contribuent à hauteur d'environ 3 % à son PNB.
- Au Japon, le problème n'est pas tant que la main d'œuvre ne reflète pas le nombre de femmes instruites, mais plutôt qu'il n'y a qu'une faible proportion d'entre elles qui sont titulaires d'un diplôme en STEM.
- L'État japonais n'a adopté aucune politique sérieuse visant à encourager les femmes à s'impliquer dans les domaines scientifiques, ni pris de mesures pour soutenir celles qui l'ont déjà fait.
- La sous-représentation a des aspects cycliques, le manque de modèles de rôle dans le monde professionnel ayant pour effet de dissuader les filles de prétendre à une carrière scientifique.
- La participation du secteur privé aux activités de recherche et développement est considérable. Le pouvoir exercé par ce secteur sur les questions de genre est un indicateur clair de la nécessité pour l'État d'agir auprès des grandes sociétés commerciales pour apporter des modifications au rôle des femmes dans les sciences.

Luxembourg

- Le Luxembourg souffre d'inégalités entre les sexes dans le domaine des sciences. Pour enquêter sur le problème et le combattre, le pays a créé un poste spécial de représentant du genre et des sciences à l'université du Luxembourg,
- Ce représentant a guidé l'université dans la mise en œuvre de politiques de soutien proactif aux femmes dans les sciences qui modifieront la culture et lutteront contre les stéréotypes en milieu universitaire.
- Les propositions et les schémas dans le domaine de la recherche ont pris en considération les défis auxquels font face les femmes et les jeunes parents des deux sexes, ce qui s'est traduit notamment par des prorogations de délais et d'autres dispositions particulières pour les personnes qui élèvent des enfants.
- Le Luxembourg a commencé à favoriser la recherche par rapport à l'enseignement pour les personnes qui doivent travailler à temps partiel en raison de responsabilités familiales, ce qui a permis non seulement à de jeunes mères de famille mais aussi à des pères de s'engager dans la recherche plutôt que de se voir forcés d'accepter des postes d'enseignants.
- Au Luxembourg, la représentation des femmes dans les sciences, surtout dans le secteur de la recherche, a augmenté depuis l'entrée en vigueur de ces mesures.

Myanmar

- Au Myanmar, plus de la moitié des diplômes universitaires de STEM sont conférés à des femmes.
- Dans ce pays, 95 % des enseignants des matières des STEM au niveau post-secondaire sont des femmes.
- Bien que ces statistiques semblent indiquer une forte participation des femmes dans les domaines scientifiques, elles reflètent en réalité une disparité entre l'accès à l'éducation et l'accès aux carrières dans le domaine de la recherche.
- La grande majorité des start-ups technologiques au Myanmar sont dirigées par des hommes, et l'on ne compte que quelques femmes entrepreneurs.

- Le Myanmar est un excellent

exemple d'un pays arrivé en ligne d'un seul coup et qui a réussi à impliquer les femmes dans le cadre de base du secteur de la technologie, mais qui simultanément n'est pas parvenu à le faire en dehors des contraintes existantes en matière de genre au niveau des options de carrière.

- L'État a fait peu de choses pour mettre un terme à la violence sexospécifique à l'égard des femmes et en a fait encore moins en faveur de leur participation aux sciences. Les initiatives visant à modifier cette politique de laisser-faire n'ont pas recueilli une masse critique d'appui.

Nigéria

- Au Nigéria, les femmes restent sous-représentées dans les sciences ; elles ne constituent que la moitié des étudiants.
- Le mariage précoce est souvent cause d'abandon scolaire chez les filles.
- Bien que l'État nigérian ait une législation interdisant la discrimination sur la base du genre, les traditions tribales et religieuses neutralisent souvent les effets de ces dispositions.
- Certaines régions du pays suivent toujours la charia, ce qui place l'État en position difficile. Contrairement à l'Arabie saoudite, le chef de l'État n'a pas d'autorité religieuse et le pays n'est pas officiellement musulman ; il est donc difficile de satisfaire la population musulmane sans porter atteinte à la législation adoptée pour le reste du pays.
- Au Nigéria, la concurrence des systèmes juridiques rend la législation difficilement applicable et les initiatives issues de la base s'avèrent donc souvent nécessaires.

Pays-Bas

- L'État néerlandais a mené des enquêtes sur la situation des femmes dans les sciences dans son propre pays et conclu que les demandes de subventions sont déposées en majorité par des hommes.
- Des études similaires ont aussi révélé que le nombre de demandes soumises par des femmes était inférieur de beaucoup aux attentes par rapport à la répartition des sexes au sein du corps enseignant universitaire, ce qui signifie que la tendance à l'orientation des diplômés vers la recherche était plus faible chez les femmes que chez les hommes.
- Pour lutter contre ce phénomène, les Pays-Bas ont mis en œuvre des changements de politiques pour inverser les effets de certains problèmes n'affectant que les femmes. Ils ont ainsi aboli les limites d'âge pour les subventions et rallongé les délais en cas de grossesse et de responsabilités parentales.
- Poursuivant le processus de promulgation de ces politiques proactives, des lois ont été mises en place pour exiger que le Conseil néerlandais de la recherche compte au moins une femme siégeant à chaque conseil de direction.
- Adoptant une attitude proactive par rapport à cette question, les Pays-Bas continuent de modifier leur législation actuelle pour répondre aux nouveaux développements et aux conclusions des études dans ce domaine.

Mini-simulation sur les sciences et l'égalité des sexes - Bibliographie

« Les disparités entre les sexes en sciences ». LES FEMMES EN SCIENCES. Bulletin d'information de l'ISU, décembre 2012, n° 23 – non paginé. UNESCO. En ligne.

« Encouragement to Advance: A Programme to Promote Career-Strategies for Women in German Academia ». Encouragement to Advance : (sans date) : non paginé. OCDE. En ligne.

« Tapping the PC for Process Control ». Journal (American Water Works Association) 77.11, From Source to Spigot: Water Distribution Systems (1985) : non paginé. En ligne.

« Putting the Mandate into Practice: Legal Reform in Costa Rica ». Quota Project (sans date) : non paginé. En ligne.

« Women in Tech in Myanmar ». Canadian Geek in Myanmar Vietnam. Non paginé, 24 janvier 2014. En ligne. 20 décembre 2014.

« Women Are the Face of India's Mars Mission, but They're Still the Exception ». Public Radio International. Non paginé, sans date. En ligne. 21 décembre 2014.

« Profiles of Women in STE in Egypt ». Profiles of Women in STE in Egypt. Non paginé, sans date. En ligne. 21 décembre 2014.

Jiao, Li. « China Aims to Boost Number of Women Scientists ». SCiDevNet. Non paginé, sans date. En ligne.

« International Workshop on Women for Science ». — OWSD. Non paginé, sans date. En ligne. 20 décembre 2014.

Badekale, A. J. Women and Engineering in Nigeria: Towards Improved Policy Initiatives and Increased Female Participation. Nairobi (Kenya) : African Technology Policy Studies Network, 2003. En ligne.

« Gender Equality in Nigeria ». Index Institutions Sociales et Égalité homme-femme. Non paginé, sans date. En ligne. 20 décembre 2014.

Rousseff, Dilma. « Speech by Dilma Rousseff at 69th UN General Assembly ». Non paginé, sans date. En ligne. 4 février 2015. <<http://www.voltairenet.org/article185436.html>>. Résumé en français disponible à <http://www.un.org/fr/ga/69/meetings/gadebate/24sep/brazil.shtml>

Statement by Ambassador Wang Min at the General Debate of the 57th Session of the UN Commission on the Status of Women. Permanent Mission of the People's Republic of China to the UN, sans date. En ligne.

« Ministry of Foreign Affairs ». *56^e session de la Commission de la condition de la femme.* Permanent Mission of Egypt, sans date. En ligne.

« Commission on Status of Women: Statement by Director-General Welskop-Deffaa ». *Permanent Mission of Germany to the United Nations New York New York - Commission on Status of Women: Statement by Director-General Welskop-Deffaa.* Non paginé, sans date. En ligne. 4 février 2015.

« 52nd Session of the Commission for Social Development. Statement Delivered by Ms. Nafsika Vraila, Deputy Permanent Representative Permanent Mission of Greece ». Non paginé, sans date. En ligne. 4 février 2015.

« STATEMENT BY AMBASSADOR BHAGWANT BISHNOI, DEPUTY PERMANENT REPRESENTATIVE, AT THE SECURITY COUNCIL OPEN DEBATE ON WOMEN AND PEACE AND SECURITY ». *Welcome to Permanent Mission of India to the UN, New York*. Non paginé, sans date. En ligne. 4 février 2015.

« STATEMENT BY THE DEPUTY PERMANENT REPRESENTATIVE OF ITALY TO THE UNITED NATIONS, AMBASSADOR INIGO LAMBERTINI, AT THE UNGA 69TH - THIRD COMMITTEE, 8TH MEETING ON ITEM 27 : ADVANCEMENT OF WOMEN ». *Rappresentanza Permanente D'Italia All'ONU*. Non paginé, sans date. En ligne. 4 février 2015.

« Advancement of Women Third Committee 69th Session of the United Nations General Assembly New York Statement by Prof. Arino Yaguchi ». *Permanent Mission of Japan to the UN*. Non paginé, sans date. En ligne. 4 février 2015.

« Représentation permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies à New York ». *58^e session de la Commission de la condition de la Femme : Participation du Luxembourg*. Non paginé, sans date. En ligne. 4 février 2015.

« STATEMENT BY Ms. EL MON SWAI ADVISOR TO THE DELEGATION OF THE REPUBLIC OF THE UNION OF MYANMAR AT THE THIRD COMMITTEE AT THE 69th SESSION OF THE GENERAL ASSEMBLY ». *Permanent Mission of the Republic of the Union of Myanmar to the UN* (sans date) : non paginé. En ligne. 4 février 2015.

« Statement by Ambassador Herman Schaper at the 2011 Second Regular Session of Executive Board of UN Women ». *Statement by Ambassador Herman Schaper at the 2011 Second Regular Session of Executive Board of UN Women*. Permanent Mission of the Kingdom of the Netherlands to the UN, sans date. En ligne. 4 février 2015.

« Opening Remarks by H. E. U. Joy Ogwu, PR of Nigeria and President, Executive Board of UN Women ». *Permanent Mission of Japan to the UN*. Non paginé, sans date. En ligne. 4 février 2015.

Permanent Mission of the Kingdom of Saudi Arabia to the UN (sans date) : non paginé. *Statement of the Kingdom of Saudi Arabia before the Committee on the Status of Women*. En ligne. 4 février 2015.

« Statement by Terri L. Robl, Deputy U.S. Representative to the Economic and Social Council, at the UN Women Executive Board Second Regular Session, September 15, 2014 ». *United States Mission to the UN*. Non paginé, sans date. En ligne. 4 février 2015.